Les
PUBLICATIONS
DU QUÉBEC

# L'Inspecteur général des institutions financières

**Rapport annuel 1985-1986**

Québec

Le contenu de cette publication
a été rédigé par
l'Inspecteur général des
institutions financières.

Cette édition a été produite par
Les Publications du Québec.

Dépôt légal — 4e trimestre 1986
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-551-08738-4
ISSN 0825-5903

© Gouvernement du Québec

Monsieur Pierre Lorrain
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous soumettre le rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1986.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre des Finances,

Gérard D. Levesque

Québec, octobre 1986

Monsieur Gérard D. Levesque
Ministre des Finances
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre le rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1986.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

L'inspecteur général des institutions financières,

Jean-Marie Bouchard

Québec, septembre 1986

# Table des matières


**Introduction** 9

**Contrôle et surveillance des compagnies d'assurances** 11

Direction générale des assurances 11

— Permis et certificats 11

— Contrôle et inspection 11

— Plaintes et renseignements 11

— Interventions et poursuites 11

— Publications 11

— Modifications législatives 12

— Autres réalisations 12

**Contrôle et surveillance des institutions de dépôts** 15

Direction générale des institutions de dépôts 15

— Études et politiques 15

— Inspection 15

— Analyse 16

— Modifications à l'état constitutif des institutions 17

**Administration générale et enregistrement des entreprises** 23

Direction générale de l'administration et des entreprises 23

— Communications 23

— Ressources humaines 24

— Ressources matérielles et financières 24

— Organisation et technologie 24

— Constitution et dissolution de corporations 25

— Fichier central des entreprises 26

**Annexes**

Organigrammes, budgets, revenus, responsables, personnel autorisé 29

— L'Inspecteur général des institutions financières 30

— Direction générale des assurances 31

— Direction générale des institutions de dépôts 32

— Direction générale de l'administration et des entreprises 33

Liste des lois administrées par l'Inspecteur général des institutions financières 34

État annuel des permis accordés aux compagnies étrangères 1985-1986 35

## Introduction

Les activités décrites dans le présent rapport font état de la troisième année d'opération de l'Inspecteur général des institutions financières, organisme créé par la Loi 94 (L.R.Q., c. I 11.1)

Sous l'autorité d'un Inspecteur général, cet organisme a débuté ses activités le 1er avril 1983. Sa mission s'inscrit dans la volonté du gouvernement du Québec de raffermir sa surveillance des institutions financières afin de mieux protéger les épargnes du public.

Son action, qui se situe autant au niveau de la législation et de la réglementation que de l'application des lois, couvre trois grands champs d'activités: les assurances, les institutions de dépôts et les entreprises.

Le contrôle et la surveillance, l'organisme les exerce d'abord auprès des compagnies d'assurances et de leurs intermédiaires pour lesquels il établit une législation et des normes adaptées, délivre des permis aux institutions qui s'y conforment et régit leurs opérations en regard de l'intérêt du public, tout en veillant au développement harmonieux de cette industrie.

L'Inspecteur général exerce aussi ce rôle auprès des quelque 1 500 institutions de dépôts que constituent les caisses d'épargne et de crédit, les sociétés d'entraide économique et les compagnies de fiducie et de prêts.

L'Inspecteur général intervient, enfin, dans le secteur des compagnies qui détiennent une charte du Québec. Il veille d'abord à ce qu'elles évoluent dans un cadre juridique adapté aux réalités nord-américaines. Il donne ensuite l'existence légale aux nouvelles compagnies ainsi qu'aux corporations à but non lucratif, modifie les actes constitutifs et assure leur extinction légale. Enfin, l'Inspecteur général maintient un fichier central de toutes les entreprises qui exercent leurs activités au Québec.

# Contrôle et surveillance des compagnies d'assurances

## Direction générale des assurances

### *Rôle*

Sous l'autorité d'un surintendant, la Direction générale des assurances surveille et contrôle les assureurs qui exercent leurs activités au Québec et protège les assurés. Elle veille également à ce que l'industrie évolue dans un cadre juridique qui favorise son développement.

### *Réalisations*

### Permis et certificats

Les permis ou certificats d'assurance sont émis au nom de l'Inspecteur général par la Direction générale des assurances. Au 31 mars 1986, 477 permis d'assureurs exerçant leurs activités au Québec étaient en vigueur. En 1985-1986, 11 905 certificats d'agents d'assurances ou d'experts en sinistres ont été émis ou renouvelés. Par ailleurs, 11 912 agents d'assurances sont exemptés de l'obligation de détenir un certificat parce qu'ils sont membres d'associations professionnelles reconnues par l'Inspecteur général.

### Contrôle et inspection

Au cours de l'année, la Direction générale des assurances a procédé au contrôle et à l'analyse des états financiers de 11 compagnies d'assurances de personnes et de neuf mutuelles d'assurances de personnes. En assurances générales, elle a procédé au contrôle et à l'analyse financière de 289 assureurs titulaires d'un permis. De plus, une inspection sur place a été faite chez 25 assureurs de personnes, 37 assureurs d'assurances générales et 142 corporations d'agents.

La Direction générale des assurances a également effectué un contrôle de la suffisance des réserves actuarielles de 22 assureurs de personnes à charte du Québec, dont huit compagnies d'assurance-vie et 14 sociétés de secours mutuels. Il en fut de même chez 25 assureurs d'assurances générales à charte du Québec, dont 15 compagnies et dix sociétés mutuelles, et 13 compagnies d'assurances générales à charte canadienne, étrangère ou d'une autre province.

Enfin, les réserves actuarielles de trois compagnies d'assurance-vie, deux sociétés de secours mutuels et une compagnie d'assurance funéraire, toutes à charte du Québec, ont fait l'objet de l'inspection quinquennale prévue par la Loi sur les assurances.

### Plaintes et renseignements

En assurances de personnes, on a traité 970 plaintes et on a répondu à 5 505 demandes de renseignements. Du côté des assurances générales, le nombre de plaintes traitées s'est élevé à 3 651 et le nombre de demandes de renseignements à 23 525. Ce dernier chiffre, en hausse de 20 % sur l'année précédente, démontre l'intérêt croissant du public pour les questions d'assurances.

### Interventions et poursuites

L'Inspecteur général a dû intenter, cette année, 90 poursuites contre les assureurs ayant omis de déposer les documents exigés par la loi.

De plus, pour ce qui est des intermédiaires en assurances de personnes, l'Inspecteur général a procédé à l'annulation d'un certificat d'agent d'assurances de personnes et en a suspendu quatre autres après audition publique. Enfin, trois dossiers ont été transmis à l'Escouade des crimes économiques de la Sûreté du Québec.

Chez les intermédiaires d'assurances générales, neuf condamnations ont été obtenues et trois chefs d'accusation ont été déposés pour exercice en qualité d'agent d'assurances sans être détenteur du certificat voulu. Par ailleurs, huit condamnations ont été obtenues et cinq chefs d'accusation déposés pour exercice en qualité d'expert en sinistres sans être détenteur du certificat voulu.

### Publications

En mai 1985, la Direction générale des assurances a procédé, conformément à la Loi sur les assurances, à la publication, dans la Gazette officielle, du Tableau récapitulatif des états annuels de 1984 des assureurs. En juin 1985, le Rapport annuel sur les assurances de l'Inspecteur général des institutions financières a été déposé à l'Assemblée nationale. Ces réalisations ont fait en sorte que le Québec est demeuré la juridiction canadienne qui publie le plus rapidement les données récentes sur les assureurs et le marché des assurances.

De plus, la Direction générale des assurances a produit le rapport de l'Inspecteur général sur la tarification pratiquée au Québec en 1985 en assurance automobile; il s'agissait du huitième rapport annuel en la matière requis par la Loi sur l'assurance automobile.

## Modifications législatives

Sous la gouverne de l'Inspecteur général, la Direction des assurances générales a réalisé le projet de Loi 32 modifiant la Loi sur les assurances et d'autres dispositions législatives. Adopté le 20 juin 1985, le projet de loi, qui est devenu la Loi 17, a modifié le cadre corporatif et financier des sociétés mutuelles d'assurance-incendie et des compagnies d'assurances mutuelles contre l'incendie, la foudre et le vent qui, en grande majorité, ont été continuées en sociétés mutuelles d'assurances, membres de la Fédération des Mutuelles d'Incendie Inc.

Cette fédération a été continuée en fédération des sociétés mutuelles d'assurances et a constitué une corporation de fonds de garantie dont le capital a été formé par la participation de chacune des sociétés mutuelles d'assurances. La corporation de fonds de garantie a pour objet d'établir et d'administrer un fonds de garantie, de liquidité et d'entraide pour le bénéfice de ses membres et devra rembourser, le cas échéant, les assurés pour toute insuffisance de fonds d'un membre en liquidation ou en dissolution.

De plus, la fédération peut, en vertu de la Loi, constituer une corporation de placement lui donnant le même pouvoir que celui accordé aux compagnies d'assurances par la Loi 22.

## Autres réalisations

Finalement, la Direction générale des assurances a assuré la production du rapport de l'Inspecteur général au Gouvernement sur la suffisance du Fonds d'accident, au 31 décembre 1984, de la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec. Ce rapport constituait le dernier requis de l'Inspecteur général en la matière; cette obligation dévolue à l'Inspecteur général s'est terminée suite aux amendements apportés à la Loi sur les accidents du travail en 1985.

**Intermédiaires autorisés à agir au Québec au 31 mars 1986**

| | Individuels | Sociétés ou corporations | Total |
|---|---|---|---|
| **1) Par la Direction générale des assurances** | | | |
| • Certificats d'agents d'assurances | | | |
| — assurance sur la vie | 2 217 | — | 2 217 |
| — assurance sur la vie et contre la maladie ou les accidents | 3 102 | 1 413 | 4 515 |
| — assurance contre la maladie ou les accidents | 778 | — | 778 |
| — assurance de dommages | 2 132 | 55 | 2 187 |
| — assurance maritime | 23 | 33 | 56 |
| — assurance contre les accidents | — | 1 | 1 |
| — assurance de voyage | 56 | 548 | 604 |
| **Sous-total** | **8 308** | **2 050** | **10 358** |
| • Experts en sinistres | 1 211 | 336 | 1 547 |
| **Total (par la D.G.A.)** | **9 519** | **2 386** | **11 905** |
| **2) Par l'Association provinciale des assureurs-vie du Québec** | | | 6 512 |
| **3) Par l'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec** | | | 5 400 |
| **Grand total** | | | **23 817** |

**Assureurs autorisés à agir au Québec au 31 mars 1986 selon les classes de titulaires et le mode de formation**

Permis d'assureurs en vigueur au 31 mars 1986

| Classes de titulaires de permis d'assureurs selon la charte | Fonds social | | | | Mutuelles | | | Total | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Ass. de personnes | Ass. générales | Ass. de pers. et générales | Total | Ass. de personnes | Ass. générales | Total | Ass. de personnes | Ass. générales | Ass. de pers. et générales | Total |
| **Compagnies d'assurances** | | | | | | | | | | | |
| Charte du Québec | 4 | 12 | 2 | 18 | 9 | 6 | 15 | 13 | 18 | 2 | 33 |
| Charte d'une autre province | 2 | 7 | — | 9 | 2 | — | 2 | 4 | 7 | — | 11 |
| Charte du Canada | 44 | 80 | 3 | 127 | 11 | 2 | 13 | 55 | 82 | 3 | 140 |
| Charte d'un état ou pays étranger | 41 | 101 | 12 | 154 | 21 | 17 | 38 | 62 | 118 | 12 | 192 |
| **Sous-total** | **91** | **200** | **17** | **308** | **43** | **25** | **68** | **134** | **225** | **17** | **376** |
| **Sociétés de secours mutuels** | | | | | | | | | | | |
| Charte du Québec | | | | | 19 | | 19 | 19 | | | 19 |
| Charte d'une autre province | | | | | — | | — | — | | | — |
| Charte du Canada | | | | | 10 | | 10 | 10 | | | 10 |
| Charte d'un état ou pays étranger | | | | | 12 | | 12 | 12 | | | 12 |
| **Sous-total** | | | | | **41** | | **41** | **41** | | | **41** |
| Compagnies d'assurance funéraire | 6 | | | 6 | | | | 6 | | | 6 |
| Sociétés mutuelles d'assurance générale | | | | | | 47 | 47 | | 47 | | 47 |
| En liquidation: | | | | | | | | | | | |
| Sociétés mutuelles d'assurance-incendie | | | | | | 2 | 2 | | 2 | | 2 |
| Mutuelles de municipalités | | | | | | 2 | 2 | | 2 | | 2 |
| Mutuelles de paroisses | | | | | | 3 | 3 | | 3 | | 3 |
| **Sous-total** | | | | | | **54** | **54** | | **54** | | **54** |
| **Grand total** | **97** | **200** | **17** | **314** | **84** | **79** | **163** | **181** | **279** | **17** | **477** |

# Contrôle et surveillance des institutions de dépôts

## Direction générale des institutions de dépôts

### *Rôle*

Sous l'autorité d'un surintendant, la Direction générale des institutions de dépôts est responsable de la surveillance et du contrôle des institutions de dépôts non bancaires qui exercent leurs activités au Québec. Par l'analyse des rapports financiers et par des inspections qu'elle effectue dans les institutions, elle s'assure que la gestion des institutions est conforme aux lois et règlements les régissant et suit des normes de pratiques financières et commerciales saines, susceptibles d'assurer la sécurité des dépôts qui leur sont confiés. La Direction doit aussi évaluer la législation et la réglementation relatives aux institutions financières et proposer les développements requis. Elle est aussi chargée de l'émission des permis d'opération et des divers actes de la vie corporative des institutions: création, dissolution et modifications diverses aux statuts corporatifs.

### *Réalisations*

### Études et politiques

La Direction des études et politiques doit évaluer le contenu des lois et des règlements administrés par la Direction générale en regard de leur effet sur la protection des épargnants et sur le fonctionnement des institutions de dépôts. Elle effectue des études en vue de développer des politiques cohérentes et une réglementation adaptée à la réalité du milieu. Elle identifie les solutions juridiques et législatives aux problèmes qui lui sont soumis, en collaboration avec le Service juridique de l'organisme et fait les recommandations appropriées.

En 1985-1986, la Direction des études et politiques a complété un document de travail sous forme d'avant-projet de loi révisant la Loi sur les compagnies de fidéicommis. Elle a poursuivi des travaux en vue d'une réforme de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit.

Elle a produit divers travaux relatifs au Livre vert fédéral sur la réforme des institutions financières et a participé aux discussions fédérales-provinciales sur le sujet.

### Inspection

La Direction de l'inspection participe à la surveillance et au contrôle des institutions de dépôts en effectuant des inspections périodiques auprès de ces institutions.

Ces inspections répondent aux objectifs suivants: vérifier si les institutions de dépôts se conforment à la Loi sur l'assurance-dépôts ainsi qu'aux lois administrées par l'Inspecteur général; s'assurer de la fiabilité des informations et des renseignements fournis dans les états et rapports prévus dans les lois; évaluer les pratiques financières, commerciales et administratives des institutions de dépôts.

La Direction a continué le développement de ses méthodes et outils d'inspection afin de mieux atteindre ses objectifs. Elle a également appliqué ses méthodes d'inspection afin d'utiliser le plus possible le travail des vérificateurs internes et des vérificateurs externes des institutions de dépôts.

Au cours de 1985-1986, la Direction a examiné les institutions suivantes:

— La Caisse centrale Desjardins du Québec;

— la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins, incluant l'examen de leur «Secteur inspection et vérification»;

— la Corporation de fonds de sécurité de la Confédération Desjardins;

— les 11 fédérations des caisses populaires et d'économie Desjardins et 117 caisses affiliées à ces fédérations;

— la Fédération des caisses d'établissement du Québec, sa corporation de fonds de sécurité et 11 caisses affiliées;

— les sociétés d'entraide économique (32 inspections);

— chacune des compagnies de fiducie et de prêts incorporées au Québec;

— une caisse non affiliée: Les Mutuellistes.

## Analyse

La Direction de l'analyse participe à la surveillance des institutions de dépôts en procédant à l'examen des états financiers et des documents supplémentaires nécessaires à l'analyse de ceux-ci. Dans le cours de ces analyses, la Direction procède à l'étude de la situation financière des institutions et s'assure du respect des lois et des règlements qui les régissent. Elle est, en outre, amenée à identifier les points qui, au besoin, doivent faire l'objet d'une attention particulière lors de l'inspection ou d'une action appropriée de la part du Surintendant ou de l'Inspecteur général. Il incombe aussi à cette direction de préciser la nature et la fréquence des informations requises pour chacune des catégories d'institutions de dépôts.

Au cours de la dernière année, des analyses individuelles ont été produites pour la plupart des institutions de fiducie et de prêts, pour toutes les caisses d'établissement et les sociétés d'entraide économique ainsi que pour les organismes centraux du Mouvement Desjardins; l'analyse des fédérations du Mouvement Desjardins a été complétée par une analyse d'ensemble de leurs caisses affiliées. Des suivis trimestriels et/ou mensuels ont aussi été assurés pour les sociétés de fiducie et de prêts, les caisses d'établissement et les sociétés d'entraide économique.

***Institutions relevant de la Direction générale des institutions de dépôts au 31 mars 1986***

| | |
|---|---|
| Compagnies de prêts à charte du Québec | 3[1] |
| Autres compagnies de prêts | 15 |
| Compagnies de fiducie à charte du Québec | 17 |
| Autres compagnies de fiducie | 16 |
| Sociétés d'entraide économique | 15[2] |
| Fédération des sociétés d'entraide économique | 1 |
| Fédération des caisses d'entraide économique | 1[3] |
| Caisse non affiliée | 1 |
| Fédération des caisses d'établissement du Québec et ses caisses affiliées | 12 |
| Fédérations des caisses populaires et d'économie Desjardins | 11 |
| Caisses populaires et d'économie Desjardins | 1 366 |
| Caisses populaires et d'économie Desjardins en liquidation | 29 |
| Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins | 1 |
| Caisse centrale Desjardins | 1 |
| Corporations de fonds de sécurité | 2 |

1 Une compagnie de prêts à charte du Québec en liquidation.

2 Six en liquidation en vertu de la Loi concernant la liquidation des compagnies insolvables (c. W-10) et quatre en liquidation en vertu de la Loi sur les sociétés d'entraide économique et de la Loi sur la liquidation des compagnies.

3 Fédération en voie de liquidation en vertu de la Loi sur les sociétés d'entraide économique et de la Loi sur la liquidation des compagnies.

## Modifications à l'état constitutif des institutions
## Au 31 mars 1986

| | Prêts et fidéicommis | | Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec | | Fédération des sociétés d'entraide économique du Québec | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1984-85 | 1985-86 | 1984-85 | 1985-86 | 1984-85 | 1985-86 | 1984-85 | 1985-86 |
| Changement de siège social | — | — | — | 1 | — | — | — | 1 |
| Changements de nom | — | 2 | 9 | 5 | — | — | 9 | 7 |
| Changements de groupe | — | — | 5 | 3 | — | — | 5 | 3 |
| Changement d'affiliation | — | — | 1 | — | — | — | 1 | — |
| Changements d'exercice financier | — | — | 13 | 5 | — | — | 13 | 5 |
| Fusions | 1 | 1 | 16 | 15 | 3 | 1*** | 20 | 17 |
| Modifications de territoire | — | — | 13 | 20 | — | — | 13 | 20 |
| Dissolutions | — | — | 19* | 1 | — | — | 19 | 1 |
| Avis de liquidation | — | — | 6 | 2 | 4** | — | 10 | 2 |
| Fondation | — | 1 | 1 | 1 | — | — | 1 | 2 |
| Expirations sans renouvellement de certificats | — | 2 | — | — | — | — | — | 2 |
| Modifications aux statuts | 11 | 11 | — | — | — | — | 11 | 11 |

* 18 dissolutions par décret et 1 dissolution à la suite d'une liquidation.

** 2 liquidations en vertu de la Loi concernant la liquidation des compagnies insolvables (c. W-10) et 2 liquidations en vertu de la Loi sur les sociétés d'entraide économique et de la Loi sur la liquidation des compagnies.

*** Le 1er août 1985, 28 sociétés d'entraide économique ont fusionné.

*Caisses d'épargne et de crédit*

**Fusions**

| Résultantes | Fusionnées | Publication à la Gazette officielle du Québec |
|---|---|---|
| Caisse d'économie Rolls-Royce-Rolls-Royce Credit Union | The Flight Credit Union et Caisse d'économie des employés de Rolls-Royce | 20 avril 1985 |
| Caisse d'économie CN Complex et sa version CN Complex Credit Union | CN Complex Credit Union et Caisse d'économie Revac CN et sa version CN Revac Credit Union | 27 avril 1985 |
| La caisse populaire de Wickham | La Caisse populaire St-Jean de Wickham et la Caisse populaire de Lefèbvre | 4 mai 1985 |
| Caisse populaire St-Albert | Caisse Populaire de St-Albert de Warwick et Caisse Populaire de Ste-Séraphine | 8 juin 1985 |
| La caisse populaire de St-Charles Garnier | La Caisse Populaire de St-Charles Garnier et La Caisse populaire du Personnel Scolaire de la Mauricie | 8 juin 1985 |
| La caisse populaire de Saint-Charles-Borromée | La Caisse Populaire de Saint-Charles Borromée et Caisse populaire Notre-Dame de Grâce de Longueuil | 14 septembre 1985 |
| Caisse d'économie des A.M.I.S. et sa version S.I.M.A. Credit Union | La Caisse d'économie des employés industriels et sa version Industrial Employees Credit Union et La Caisse d'Économie des employés municipaux de Sherbrooke | 28 septembre 1985 |
| La caisse populaire de Grand'Mère | La Caisse Populaire de Grand'Mère et La Caisse populaire des Grandes Piles | 12 octobre 1985 |
| La caisse populaire de Saint-Henri | La caisse populaire de St-Irénée de Montréal et La Caisse populaire de Saint-Henri | 12 octobre 1985 |
| La caisse populaire de St-Aimé | Caisse Populaire St-Louis de Richelieu et La Caisse Populaire de St-Aimé | 9 novembre 1985 |
| La caisse populaire de la Vallée de l'Or | La Caisse Populaire de la Vallée de l'Or et La Caisse Populaire de Val Senneville | 7 décembre 1985 |
| Caisse d'économie Windsor et sa version Windsor Credit Union | Caisse d'économie Windsor et sa version Windsor Credit Union et Glen Credit Union | 14 décembre 1985 |
| Caisse populaire Dorval-Pointe-Claire | La Caisse Populaire du Lac St-Louis et La Caisse Populaire de Dorval | 15 février 1986 |
| Caisse populaire Roussillon | La Caisse Populaire de St-Constant et La Caisse Populaire de Candiac | 15 mars 1986 |
| La Caisse d'Économie des Pompiers de Montréal | Caisse d'économie des Pompiers de Montréal et Caisse d'Économie des Employés de Laval | 29 mars 1986 |

**Fondation**

| Résultantes | Publication à la Gazette officielle du Québec |
|---|---|
| Caisse populaire Desjardins de Waswanipi | 27 avril 1985 |

## Dissolutions par décret

| Caisse dissoute | Publication à la Gazette officielle du Québec |
|---|---|
| Caisse populaire St-Robert de Montréal | 23 novembre 1985 |

## Dissolution suite à une liquidation

| Caisse dissoute | Publication à la Gazette officielle du Québec |
|---|---|
| La Caisse d'économie du taxi de Montréal | 7 septembre 1985 |

## Mises en liquidation

| Caisses | Publication à la Gazette officielle du Québec |
|---|---|
| Caisse Populaire du Séminaire de Sherbrooke | 11 mai 1985 |
| Caisse d'économie Dombrico | 19 octobre 1985 |

***Sociétés d'entraide économique***
**Fusion**

| Résultante | Fusionnées |
|---|---|
| Société d'entraide économique du Québec Inc. | Société d'entraide économique d'Abitibi-Témiscamingue Inc. |
| | Société d'entraide économique d'Alma |
| | Société d'entraide économique des Basses-Laurentides Inc. |
| | Société d'entraide économique Beauce-Mégantic Inc. |
| | Société d'entraide économique de Bonaventure |
| | Société d'entraide économique Centre-du-Québec Inc. |
| | Société d'entraide économique de Charlevoix |
| | Société d'entraide économique de Chibougamau-Chapais |
| | Société d'entraide économique Coeur-du-Québec Inc. |
| | Société d'entraide économique de Dolbeau-Mistassini |
| | Société d'entraide économique de Granby |
| | Société d'entraide économique de Grand'Mère |
| | Société d'entraide économique de La Baie |
| | Société d'entraide économique Manicouagan |
| | Société d'entraide économique de Matane |
| | Société d'entraide économique de Mont-Laurier |
| | Société d'entraide économique de Montmagny |
| | Société d'entraide économique de l'Ouest-du-Québec Inc. |
| | Société d'entraide économique de Portneuf |
| | Société d'entraide économique de Richelieu |
| | Société d'entraide économique de Rimouski |
| | Société d'entraide économique de Roberval-St-Félicien |
| | Société d'entraide économique de Rouville |
| | Société d'entraide économique de Sept-Îles |
| | Société d'entraide économique de Shawinigan |
| | Société d'entraide économique de St-Hyacinthe |
| | Société d'entraide économique de St-Jean et Iberville |
| | Société d'entraide économique de Valleyfield |

Note: Les lettres patentes de fusion ont été émises le 1er août 1985.

***Compagnies de prêts et de fidéicommis***

**Fondation**

| | Publication à la Gazette officielle du Québec |
|---|---|
| La Compagnie de Fiducie Household<br>Household Trust Company | 18 mai 1985 |

**Fusion**

| Résultante | Fusionnées | Publication à la Gazette officielle du Québec |
|---|---|---|
| La Société Canada Trust<br>The Canada Trust Company | La Société Canada Trust —<br>The Canada Trust Company et<br>La Compagnie de Fiducie, Canada Permanent —<br>Canada Permanent Trust Company | 1er février 1986 |

**Changements de nom**

| Nouveaux noms | Anciens noms | Publication à la Gazette officielle du Québec |
|---|---|---|
| Compagnie du Trust Eaton<br>Eaton Trust Company | Compagnie du Trust Eaton<br>Baie | 21 décembre 1985 |
| Compagnie Trust National<br>National Trust Company | Company National Victoria<br>Grey | 29 juin 1985 |

**Expirations sans renouvellement de certificats**

| | Publication à la Gazette officielle du Québec |
|---|---|
| Compagnie de Fiducie Continental<br>Continental Trust Company | 9 novembre 1985 |
| Fiducie Populaire | 30 juillet 1985 |

Note: Les lettres patentes supplémentaires émises à ces institutions de dépôts l'ont été par le Service des compagnies de la Direction générale de l'administration et des entreprises.

# Administration générale et enregistrement des entreprises

## Direction générale de l'administration et des entreprises

### *Rôle*

La Direction générale de l'administration et des entreprises assure d'une part, le soutien professionnel, administratif et technique à tout l'organisme en ce qui a trait aux communications, à la gestion des ressources humaines, financières et matérielles ainsi qu'au développement de l'informatique et de la bureautique. D'autre part, elle assure la formation et la dissolution légales des corporations et maintient un fichier central de toutes les entreprises qui font affaires au Québec.

### *Réalisations*

### Communications

Pour s'acquitter de son mandat d'informer la population et les employés de l'organisme sur les activités et services de l'Inspecteur général des institutions financières, la Direction des communications, en collaboration avec les autres directions de l'organisme, a produit et diffusé plusieurs documents d'information tels des communiqués de presse, des brochures, des rapports, des dépliants, etc.

En matière d'assurances, la Direction a participé à la refonte de la brochure intitulée «Les rouages de l'assurance-automobile». Cette publication a pour but d'expliquer aux citoyens comment procéder à l'acquisition d'une police d'assurance automobile pour couvrir les dommages matériels causés par un accident de voiture.

Dans le domaine des entreprises, la Direction a collaboré à la réalisation de deux pochettes: «Guide — Comment constituer une corporation sans but lucratif» et «Comment procéder à la dissolution volontaire d'une compagnie ou d'une corporation». Dans les deux cas, les formules nécessaires sont incluses dans les pochettes et les explications pertinentes ont pour but de faciliter la tâche des citoyens lors de leurs transactions avec notre organisme.

Cette année, la Direction des communications a contribué à la participation de l'organisme aux Salons de l'épargne-placements de Québec et de Montréal. Les stands mis sur pied pour ces salons portaient sur les activités de l'Inspecteur général des institutions financières et sur celles de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec. Ces stands comportaient des jeux électroniques sous forme de questions-réponses, qui ont fait l'objet en 1985-1986 d'un rafraichissement substantiel, tant dans leur conception que dans le type d'équipement utilisé lors de la tenue de ces salons.

Le «Bulletin» a continué d'être le principal véhicule de l'information dans le domaine des communications internes. Cette publication photocopiée et sans périodicité fixe peut être diffusée rapidement parmi le personnel. Les nouvelles brèves qu'on y a consignées portaient surtout sur les mouvements de personnel, les réorganisations administratives, certaines activités sociales, etc. Par ailleurs, la Direction a publié un bottin des employés qui est remis à jour à chaque semestre.

La Direction des communications a aussi publié des revues de presse quotidiennes et hebdomadaires, des dossiers de presse thématiques et elle a continué d'assurer, pour l'organisme, la traduction de divers documents (lettres patentes, formulaires, règlements, discours, publications, etc.), de même que des services d'enregistrement vidéo et audio et des services de photographie.

En collaboration avec les unités administratives concernées, la Direction des communications a également contribué à la réalisation des sept rapports annuels suivants:

- le Rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières 1984-1985;
- le Rapport annuel de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec 1984;
- le Tableau récapitulatif des états annuels des assureurs 1984;
- le Rapport annuel sur les assurances 1984;
- la Tarification en assurance automobile au Québec 1985;
- le Rapport annuel sur les compagnies de fidéicommis 1984;
- l'État des permis accordés aux compagnies étrangères 1984-1985.

En matière de renseignements au public sur l'ensemble des activités de l'Inspecteur général des institutions financières, la Direction des communications joue toujours son rôle de point de chute et de répartiteur pour l'ensemble de l'organisme, tant en ce qui concerne les appels téléphoniques (renseignements généraux) que les demandes écrites. Par ailleurs, la Direction a distribué près de 160 000 exemplaires

de diverses brochures ou dépliants disponibles gratuitement à ses bureaux, sans compter les rapports annuels et les autres documents que l'on peut aussi s'y procurer.

### Ressources humaines

La Direction des ressources humaines exerce un rôle-conseil auprès des gestionnaires et des autorités de l'organisme relativement à la gestion de leurs ressources humaines. Elle assure à ces derniers un soutien professionnel, administratif et technique en ce qui concerne la dotation, les relations du travail et le développement du personnel de l'organisme, favorisant ainsi une saine gestion de ces ressources. De plus, elle assure à l'intérieur de l'organisme l'application des lois, règlements et directives en vigueur dans la fonction publique québécoise en matière de gestion du personnel.

En ce qui a trait à la dotation, la Direction a, en collaboration avec les unités administratives concernées, procédé au recrutement de 12 nouveaux employés et elle a réalisé plusieurs mouvements de personnel, dont une quarantaine de mutations et plus d'une trentaine d'affectations au sein de l'organisme.

En matière de relations du travail, la Direction a élaboré, pour la Régie de l'assurance-dépôts du Québec et l'Inspecteur général des institutions financières, quatre programmes de prévention portant sur la santé et la sécurité du travail afin de se conformer à la nouvelle loi en la matière. De plus, la Direction a poursuivi la mise en application de sa politique interne relative au programme d'indemnisation des départs volontaires qui, cette année, a touché une quinzaine d'employés.

En ce qui concerne le développement des ressources humaines, les cadres, les professionnels et les fonctionnaires ont pris part à des activités touchant la bureautique, l'informatique, l'environnement et la gestion. Les professionnels ont particulièrement bénéficié de nos politiques d'accueil et de petites bourses. La Direction a révisé sa politique de petites bourses et a élaboré une nouvelle politique en matière de congés pour études avec solde. Dans le cadre du plan de progression de la carrière, deux employées de secrétariat ont pu bénéficier d'un congé à temps plein avec traitement. En ce qui regarde la politique d'égalité des chances en emploi, l'organisme a engagé cinq professionnelles, une personne handicapée et trois occasionnels représentants de communautés culturelles.

### Ressources matérielles et financières

La Direction des ressources matérielles et financières conseille et assiste les autorités et les gestionnaires de l'organisme dans la gestion des ressources matérielles et financières mises à leur disposition. D'autre part, elle assure la comptabilisation des revenus et le suivi des dépenses de l'organisme.

Dans le but d'améliorer les contrôles budgétaires, la Direction a modifié la structure budgétaire de l'organisme et a implanté un nouveau système d'information aux gestionnaires.

Dans le domaine des revenus, la Direction a mécanisé ses systèmes d'information aux gestionnaires. Elle a aussi pris en charge le contrôle des recettes de l'organisme assurant un suivi des dépôts et des avis bancaires. Enfin, elle a collaboré à l'implantation d'un système de facturation à la Direction des entreprises.

Dans le domaine des ressources matérielles, la Direction a répondu aux besoins des unités administratives en matière de fournitures et machines de bureau, de formulaires administratifs, de mobilier, de téléphonie, d'aménagement des locaux et de courrier et messagerie.

Une réévaluation des besoins d'entreposage de documents et de fournitures a entraîné une réduction importante de la superficie utilisée. La restructuration du secteur de la messagerie a permis d'éliminer un véhicule automobile.

### Organisation et technologie

La Direction de l'organisation et de la technologie est chargée de fournir à l'organisme des services professionnels dans le domaine de l'organisation du travail, de la bureautique et de l'informatique. A cette fin, la Direction conseille et assiste les gestionnaires dans l'identification et la résolution des problèmes de même que dans l'implantation des solutions retenues. D'autre part, elle assure le développement et l'entretien des systèmes informatiques pour les secteurs des assurances et des institutions de dépôts.

Durant l'année 1985-1986, la Direction a favorisé l'introduction des outils bureautiques dans l'organisme. Le rôle de la Direction a consisté à fournir aux unités administratives l'expertise professionnelle pour le choix de l'équipement et des logiciels et à donner le support technique au personnel appelé à utiliser cette nouvelle technologie. Les résultats obtenus jusqu'à maintenant sont probants, tant au niveau de l'amélioration de la productivité que dans la qualité des services offerts au public. Le travail entrepris dans ce domaine devrait se poursuivre durant la prochaine année.

En ce qui a trait à l'informatique, la Direction a assuré l'entretien et l'exploitation des systèmes informatiques existants. Le développement de nouveaux systèmes a été limité, l'organisme désirant profiter au maximum des retombées des investissements faits au cours des dernières années relativement à la création des banques de données financières sur les assureurs et les institutions de dépôts.

## Constitution et dissolution de corporations

Le Service des compagnies constitue en corporations les personnes qui en font la demande, modifie au besoin les documents constitutifs de ces corporations et en assure la dissolution légale. Le Service recueille et met à la disposition du public les renseignements que les corporations sont tenues de lui faire parvenir annuellement. Il émet aux corporations certains permis en vue de les autoriser à exercer leurs activités.

Dans le but d'améliorer le service à sa clientèle montréalaise, le Service a établi son comptoir et ses opérations à l'étage de la Promenade, au 800, place Victoria. Ce nouvel aménagement favorise l'accessibilité au public. D'ailleurs ce changement physique allait de pair avec l'élargissement des services offerts, de sorte que l'on peut maintenant déposer des statuts à ce bureau et y recevoir des certificats.

Enfin, comme le révèlent les statistiques suivantes, les dépôts de statuts de constitution selon la partie IA de la Loi sur les compagnies ont augmenté de plus de 50 %, passant de 12 574 en 1984-1985 à 19 563 en 1985-1986. Ces résultats sont attribuables, entre autres, à une augmentation substantielle (200 $ à 500 $) du tarif relié aux sociétés commerciales canadiennes (incorporation fédérale), alors que le tarif relié à la partie IA de la Loi sur les compagnies du Québec était de 200 $.

Le Service des compagnies a émis 113 permis à des compagnies étrangères dont la liste apparaît en annexe.

Le Service de la recherche et des politiques a complété un projet de loi portant sur l'établissement d'un registre des associations et des entreprises.

***Statistiques 1985-1986***

**Service des compagnies**

***Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38)***

| | |
|---|---|
| **Partie I:** | |
| Requête pour constitution en corporation | 1 |
| Requêtes pour lettres patentes supplémentaires | 142 |
| Lettres patentes | 3 |
| Lettres patentes supplémentaires | 46 |
| **Partie IA:** | |
| Dépôts de statuts de constitution | 19 563 |
| Dépôts de statuts de continuation | 2 669 |
| Dépôts de statuts de fusion | 225 |
| Dépôts de statuts de modification | 5 643 |
| Statuts de constitution enregistrés | 16 863 |
| Statuts de continuation enregistrés | 2 219 |
| Statuts de fusion enregistrés | 207 |
| Statuts de modification enregistrés | 4 637 |
| Avis relatifs à un changement d'adresse du siège social enregistrés | 3 399 |
| Avis relatifs à un changement dans la composition du conseil d'administration enregistrés | 4 004 |
| **Partie III:** | |
| Requêtes pour constitution en corporation | 4 194 |
| Requêtes pour lettres patentes supplémentaires | 694 |
| Lettres patentes | 3 184 |
| Lettres patentes supplémentaires | 482 |
| **Changements de dénomination sociale (a. 21):** | |
| Règlements reçus | 315 |
| Règlements approuvés | 174 |
| **Compagnies dissoutes** | |
| Dissolutions (a. 28) | 2 131 |
| Liquidations | 21 |
| **Règlements divers (a. 87):** | |
| Changements de domicile légal ou de siège social | 3 636 |
| Changements du nombre des administrateurs | 241 |
| **Demandes de:** | |
| Réservations de dénomination sociale | 19 705 |
| Certificats de régularité | 6 467 |
| Copies de documents | 12 329 |

| **Informations fournies:** | |
|---|---|
| Au comptoir | 26 769 |
| Par téléphone | 107 756 |
| Par correspondance | 22 175 |
| ***Loi concernant les renseignements sur les compagnies (L.R.Q., c. R-22)*** | |
| Certificats de reprise d'existence | 74 |
| Poursuites pénales | 41 |
| Premier avis de dissolution | 9 248 |
| Deuxième avis de dissolution | 9 648 |
| Enquêtes | 759 |
| Rapports annuels reçus pour le terme se rapportant au 30 juin 1985 | 145 654 |
| Rapports initiaux (prospectus) reçus | 20 759 |
| ***Loi sur les compagnies étrangères (L.R.Q., c. C-46)*** | |
| Permis accordés | 113 |
| ***Loi sur les syndicats professionnels (L.R.Q., c. S-40)*** | |
| Constitutions, changements de dénomination sociale et modifications | 89 |

## Fichier central des entreprises

Le Service du fichier central des entreprises a pour mandat d'enregistrer et de maintenir à jour un registre de toutes les entreprises qui exercent leur activité au Québec. De plus, il doit développer des modes d'accès afin que le fichier soit un outil de travail et de planification pour l'ensemble du réseau gouvernemental. Ainsi, il s'assure d'obtenir tous les documents constitutifs qui proviennent de sources légales et voit à maintenir des échanges constants avec sa clientèle sur les éléments d'information contenus dans les dossiers.

Au 31 mars 1986, la population du Fichier central des entreprises était la suivante:

### État juridique des entreprises avec ou sans but lucratif[1]

| | |
|---|---|
| Actives au Québec | 612 453 |
| N'opérant plus mais conservant leur charte | 29 043 |
| En concordat | 355 |
| En faillite | 15 674 |
| En instance de dissolution | 4 205 |
| Inactives au Québec | 53 149 |
| Établissements actifs | 105 500 |
| **Total** | **820 379** |

1 Les chiffres de ce tableau sont cumulatifs d'une année à l'autre et remontent, dans certains cas, au début du siècle. On conserve les dossiers de faillite et de dissolution pour fin d'archives.

### Répartition des entreprises actives inscrites au Fichier central des entreprises selon les lois constitutives

A) Entreprises à but lucratif

| | |
|---|---|
| Particuliers seuls en affaires | 277 014 |
| Sociétés commerciales | 69 408 |
| Sociétés professionnelles | 4 551 |
| Loi spéciale — Canada | 190 |
| Compagnies à charte fédérale | 101 365 |
| Compagnies à charte ontarienne | 2 004 |
| Compagnies à charte étrangère | 1 551 |
| Loi spéciale du Parlement de Québec | 73 |
| Loi sur les assurances — section n° 1 | 21 |
| Loi sur les sociétés d'entraide économique | 7 |
| Loi sur les compagnies — Partie I | 33 502 |
| Loi sur les compagnies de fidéicommis | 8 |
| Loi des entreprises québécoises | 2 |
| Loi sur les compagnies de gaz, d'eau et d'électricité | 2 |
| Loi sur les compagnies de télégraphe et de téléphone | 2 |
| Loi sur les sociétés d'exploration minière | 3 |

| | |
|---|---|
| Loi sur les compagnies — Partie IA | 71 013 |
| Loi sur les syndicats d'élevage | 1 |
| Loi sur les compagnies minières | 107 |
| Fonds mutuels | 101 |
| **Total** | **560 925** |

B) Entreprises à but non lucratif

| | |
|---|---|
| Associations «bona fide» | 1 678 |
| Sociétés en vertu de l'article 12, c. 41 (Ville de Montréal qui a le droit de créer ses corporations) | 43 |
| Loi sur les coopératives, c. C-67.2 | 1 832 |
| Loi spéciale du Canada | 927 |
| Loi mixte non québécoise | 326 |
| Charte fédérale | 2 050 |
| Charte ontarienne | 9 |
| Charte étrangère | 94 |
| Loi spéciale du Parlement de Québec | 915 |
| Loi mixte du Québec | 367 |
| Loi sur la formation et la qualification professionnelle de la main-d'oeuvre | 12 |
| Loi sur les associations coopératives | 2 |
| Loi sur les assurances — section II (Assurances de comté, feu et vol) | 2 |
| Loi sur les assurances — section VII (Assurances de paroisse, feu et vol) | 41 |
| Loi sur les assurances — section VIII (Sociétés de secours mutuels, assurance-vie) | 25 |
| Loi sur les cercles agricoles | 24 |
| Loi sur les cités et villes | 307 |
| Loi sur les clubs de pêche et de chasse | 651 |
| Loi sur les clubs de récréation | 1 515 |
| Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel | 47 |
| Loi sur les compagnies — Partie III | 30 092 |
| Loi sur les compagnies de cimetières | 154 |
| Loi sur les Chevaliers de Colomb | 438 |
| Loi concernant le regroupement et la gestion des commissions scolaires | 171 |
| Loi sur la constitution de certaines églises | 75 |
| Loi sur les corporations de cimetières catholiques | 18 |
| Loi sur les fabriques | 3 798 |
| Loi sur les sociétés agricoles et laitières | 104 |
| Corporations à fonds de sécurité | 2 |
| Loi sur l'organisation municipale de certains territoires | 8 |
| Loi relativement à la constitution des évêques catholiques romains | 324 |
| Loi sur les sociétés d'agriculture | 82 |
| Loi sur les sociétés de colonisation | 3 |
| Loi sur les sociétés d'horticulture | 18 |
| Loi sur les sociétés nationales de bienfaisance | 11 |
| Loi sur l'instruction publique | 46 |
| Loi sur les syndicats coopératifs | 80 |
| Loi sur les syndicats professionnels | 1 171 |
| Code municipal | 1 271 |
| Loi sur la Société d'habitation du Québec | 551 |
| Loi sur les services de santé et sur les services sociaux | 381 |
| Loi sur les corporations religieuses | 364 |
| Loi sur les marchés agricoles | 10 |
| Loi sur les villes minières | 6 |
| Loi sur les caisses d'épargne et de crédit | 1 387 |
| Municipalités régionales de comté | 96 |
| **Total** | **51 528** |

**Les organismes détenant leurs propres télérégistres reliés au réseau ont accès au Fichier central des entreprises. Voici un tableau illustrant les consultations effectuées par ces organismes entre le 1er avril 1985 et le 31 mars 1986:**

| | |
|---|---|
| Centre de recherche industrielle du Québec | 21 367 |
| Commission de la protection de la langue française | 8 868 |
| Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec | 56 147 |
| Commission des normes du travail | 243 733 |
| Commission des valeurs mobilières du Québec | 10 643 |
| Hydro-Québec (janvier à mars 1986) | 513 |
| L'Inspecteur général des institutions financières: | |
| Service des compagnies | 831 123 |
| Ministère de la Justice: | |
| — Protonotaire — Montréal | 193 219 |
| — Protonotaire — Québec | 9 844 |
| — Service des affaires civiles et pénales | 10 179 |
| Ministère de l'Environnement | 20 576 |
| Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche | 78 525 |
| Ministère du Revenu | 758 650 |
| Office de la langue française | 18 039 |
| Office de la protection du consommateur (décembre 1985 à mars 1986) | 9 957 |
| Régie de l'assurance automobile du Québec | 293 277 |
| Régie des entreprises de construction du Québec | 44 534 |
| Régie des loteries et courses du Québec | 715 |
| Service des achats du gouvernement | 17 145 |
| Sûreté du Québec — Montréal | 31 246 |
| **Total** | **2 658 300** |

**Activités des téléregistres du Service du fichier central des entreprises**

| | |
|---|---|
| Recherches alphabétiques | 456 219 |
| Recherches numériques | 308 300 |
| Enregistrements | 80 014 |
| Modifications diverses | 356 590 |
| Modifications aux administrateurs | 206 300 |
| Cardex | 19 179 |
| Transactions diverses | 57 209 |
| **Total** | **1 483 811** |
| **Grand total** | **4 142 111** |

**Répartition des fichiers affiliés au Fichier central des entreprises**

Au 31 mars 1986, 211 fichiers affiliés étaient répartis de la façon suivante dans 36 ministères et organismes:

**Ministères**

| | |
|---|---|
| Affaires culturelles | 4 |
| Affaires municipales | 1 |
| Agriculture, Pêcheries et Alimentation | 20 |
| Communications | 2 |
| Énergie et Ressources | 7 |
| Environnement | 17 |
| Habitation et Protection du consommateur | 3 |
| Industrie et Commerce | 11 |
| Justice (Sûreté du Québec) | 2 |
| Loisir, Chasse et Pêche | 7 |
| Revenu | 2 |
| Santé et Services sociaux | 3 |
| Tourisme | 2 |
| **Total** | **81** |

**Organismes**

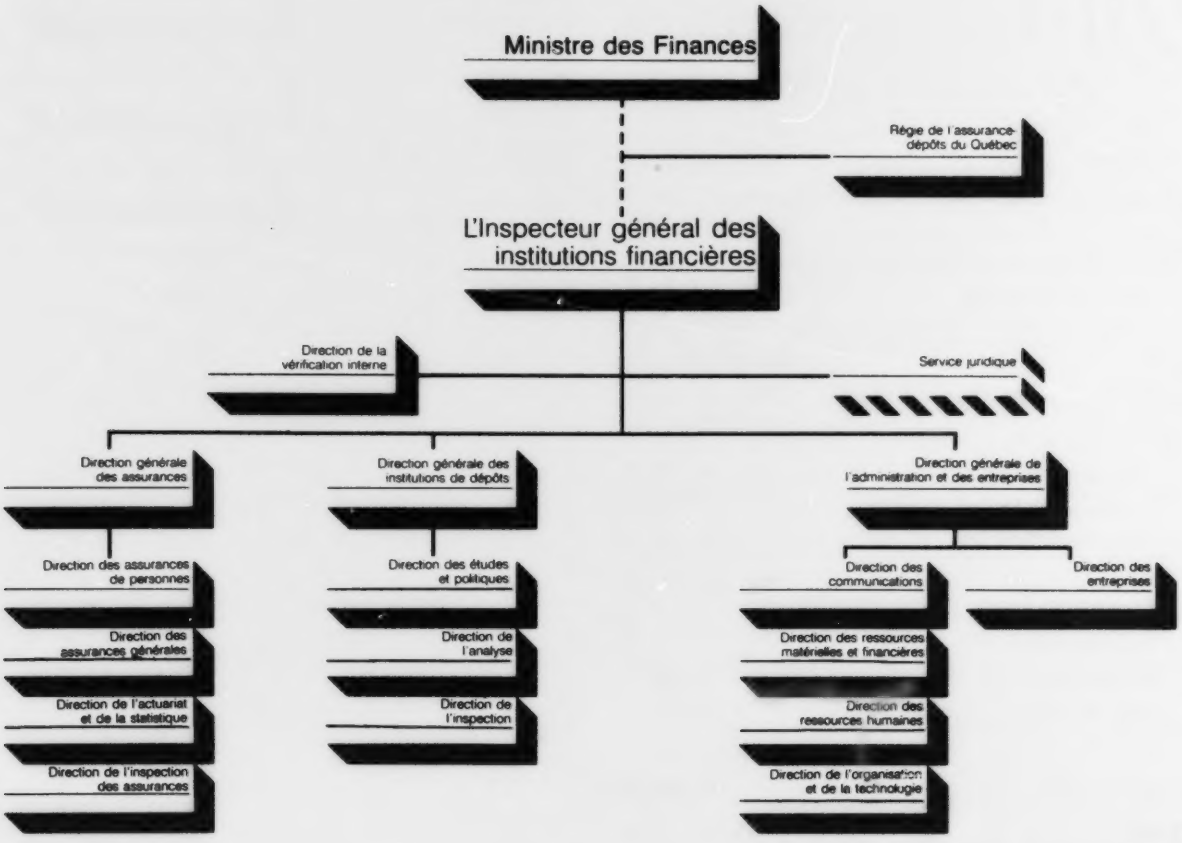
| | |
|---|---|
| Centre de recherche industrielle du Québec | 1 |
| Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances | 2 |
| Commission des normes du travail | 2 |
| Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec | 1 |
| Commission des transports du Québec | 1 |
| Commission des valeurs mobilières du Québec | 1 |
| Conseil du trésor | 1 |
| Consommation et Corporations Canada | 1 |
| Hydro-Québec | 1 |
| L'Inspecteur général des institutions financières | 7 |
| Office de la construction du Québec | 1 |
| Office de la langue française | 81 |
| Office de planification et de développement du Québec | 3 |
| Office des personnes handicapées du Québec | 1 |
| Office des professions du Québec | 1 |
| Office des services de garde à l'enfance | 2 |
| Régie de l'assurance automobile du Québec | 5 |
| Régie de l'électricité et du gaz | 6 |
| Régie des assurances agricoles du Québec | 1 |
| Régie des entreprises de construction du Québec | 1 |
| Régie des rentes du Québec | 1 |
| Régie du cinéma | 2 |
| Télé-Université | 7 |
| **Total** | **130** |
| **Grand total** | **211** |

Le Fichier central des entreprises a dû enfin exécuter différents travaux tels que traiter 145 092 rapports annuels, répondre à 1 192 demandes de renseignements qui ont résulté en 2 472 rapports d'extraction. Le Service à la clientèle — Québec a répondu à 75 912 appels téléphoniques. Le Fichier central a de plus intégré les données de l'Office de la construction du Québec qui comportait 16 000 dossiers.

# Annexes

## Organigramme

### L'Inspecteur général des institutions financières



## Budget total*

| | 1985-1986 |
|---|---|
| Contrôle et surveillance des compagnies d'assurances | 3 250 800 $ |
| Contrôle et surveillance des institutions de dépôts | 5 847 100 $ |
| Gestion du régime de l'assurance-dépôts** | 249 900 $ |
| Administration générale et enregistrement des entreprises | 6 834 100 $ |
| **Total** | **16 181 900 $** |

* Ces chiffres sont tirés du livre des crédits 1985-1986.

** La Régie de l'assurance-dépôts du Québec produit et dépose son propre rapport annuel. Elle a cependant des liens administratifs très étroits avec l'Inspecteur général des institutions financières. C'est la raison pour laquelle elle est inscrite dans ces tableaux.

## Revenus

| | 1985-1986 |
|---|---|
| *Direction générale des assurances* | |
| — permis et certificats | 885 000 $ |
| — cotisations | 4 139 000 $ |
| | **5 024 000 $** |
| *Régie de l'assurance-dépôts du Québec* | 352 000 $ |
| *Direction générale des institutions de dépôts* | |
| — frais d'inspection | 60 000 $ |
| — permis (fiducies) | 19 000 $ |
| — cotisations (fiducies) | 442 000 $ |
| | **521 000 $** |
| *Direction générale de l'administration et des entreprises* | |
| — incorporations | 4 279 000 $ |
| — rapports annuels et initiaux | 6 179 000 $ |
| | **10 458 000 $** |
| *Autres revenus* | **183 000 $** |
| **Total** | **16 538 000 $** |

## Les responsables (au 31 mars 1986)

L'inspecteur général des institutions financières
**Me Jean-Marie Bouchard**

Surintendant des assurances
**Guy Monfette**

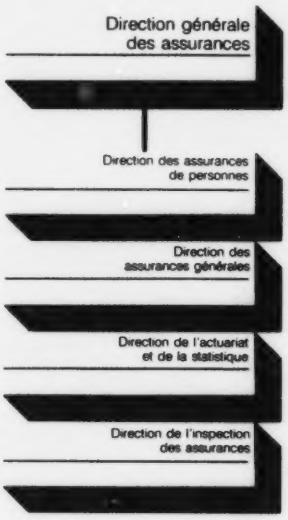
Surintendant des institutions de dépôts
**Fernand Gauthier**

Directeur général de l'administration et des entreprises
**Jacques Cardinal**

## Personnel autorisé au 31 mars 1986

| | |
|---|---|
| Cadres | 31 |
| Professionnels | 154 |
| Agents de maîtrise | 8 |
| Fonctionnaires | 240 |
| Ouvriers | 3 |
| **Total** | **436** |
| Occasionnels | 43 |

## Organigramme
### Direction générale des assurances




### Budget de la Direction générale des assurances*

| | |
|---|---|
| Contrôle et surveillance des compagnies d'assurances | 3 250 800 $ |

* Ce chiffre est tiré du livre des crédits 1985-1986

### Personnel autorisé (au 31 mars 1986)

| | |
|---|---|
| Cadres | 5 |
| Professionnels | 48 |
| Fonctionnaires | 42 |
| **Total** | **95** |
| Occasionnels et étudiants | 11 |

### Les responsables (au 31 mars 1986)

Surintendant des assurances
**Guy Monfette**

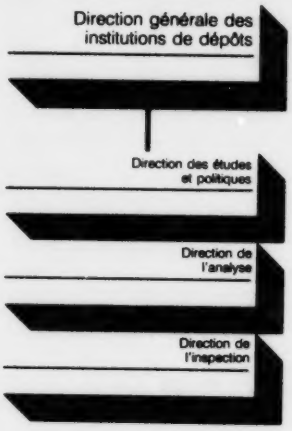
Directeur des assurances de personnes
**Yves Millette**

Directeur des assurances générales
**André Vallière**

Directeur de l'actuariat et de la statistique
**Pierre Renaud**

Directeur de l'inspection des assurances
**Jean-Paul Marcoux**

## Organigramme
### Direction générale des institutions dépôts




**Budget de la Direction générale des institutions de dépôts***

| | |
|---|---|
| Contrôle et surveillance des institutions de dépôts | 5 847 100 $ |

* Ce chiffre est tiré du livre des crédits 1985-1986

**Personnel autorisé (au 31 mars 1986)**

| | |
|---|---|
| Cadres | 15 |
| Professionnels | 69 |
| Fonctionnaires | 19 |
| **Total** | **103** |
| Occasionnels et étudiants | 3 |

### Les responsables (au 31 mars 1986)

Surintendant des institutions de dépôts
**Fernand Gauthier**

Directeur des études et politiques
**Alfred Vaillancourt**

Directeur de l'analyse
**Jocelyn Croteau**

Directeur de l'inspection
**Conrad R. Veillette**

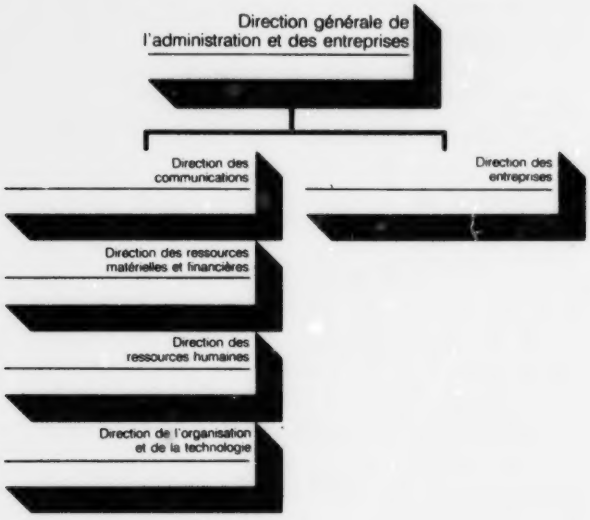
— Chef de service, Montréal, ***Jean Cusson***
— Chef de la division A, ***Maurice Ouellette***
— Chef de la division B, ***Jacques Hamelin***
— Chef de la division C, ***Claude Gendron***
— Chef de la division D, ***Yvon Ruel***

**Québec**

— Chef de la division A, ***Raymond J. Maheu***
— Chef de la division B, ***Jacques Pouliot***
— Chef de la division C, ***André Dallaire***

## Organigramme

### Direction générale de l'administration et des entreprises




### Budget de la Direction générale de l'administration et des entreprises*

| | |
|---|---|
| Administration générale et enregistrement des entreprises | 6 834 100 $ |

* Ce chiffre est tiré du livre des crédits 1985-1986.

### Personnel autorisé (au 31 mars 1986)**

| | |
|---|---|
| Cadres | 10 |
| Professionnels | 35 |
| Agents de maîtrise | 8 |
| Fonctionnaires | 177 |
| Ouvriers | 3 |
| **Total** | **233** |
| Occasionnels et étudiants | 22 |

** Incluant le personnel du bureau de l'Inspecteur général et de la Direction de la vérification interne.

### Les responsables (au 31 mars 1986)

Directeur général de l'administration et des entreprises
**Jacques Cardinal**

Directeur des communications
**Thomas-Louis Simard**

Directeur des ressources matérielles et financières
**Jules Deschênes**

Directeur des ressources humaines
**Claude Poulin**

Directeur de l'organisation et de la technologie
**Jean-Pierre April**

Directeur des entreprises
**Errol Dubreuil**

— Chef de la recherche et des politiques
**Marc-André Labrecque**

## Liste des lois administrées par l'Inspecteur général des institutions financières

Loi sur l'assurance-dépôts (L.R.Q., c. A-26)

Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32)

Loi sur les caisses d'entraide économique (L.R.Q., c. C-3)

Loi concernant certaines caisses d'entraide économique (L.Q., 1982, c. 15)

Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., c. C-4)

Loi sur les clubs de chasse et de pêche (L.R.Q., c. C-22)

Loi sur les clubs de récréation (L.R.Q., c. C-23)

Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38)

Loi sur les compagnies de cimetière (L.R.Q., c. C-40)

Loi sur les compagnies de fidéicommis (L.R.Q., c. C-41)

Loi sur les compagnies de garantie (L.R.Q., c. C-43)

Loi sur les compagnies de gaz, d'eau et d'électricité (L.R.Q., c. C-44)

Loi sur les compagnies étrangères (L.R.Q., c. C-46)

Loi sur les compagnies minières (L.R.Q., c. C-47)

Loi sur les corporations de cimetières catholiques romains (L.R.Q., c. C-69)

Loi sur les corporations de fonds de sécurité (L.R.Q., c. C-69.1)

Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., c. C-71)

Loi sur les courtiers d'assurances (L.R.Q., c. C-74)

Loi sur les évêques catholiques romains (L.R.Q., c. E-17)

Loi sur les fabriques (L.R.Q., c. F-1)

Loi sur l'Inspecteur général des institutions financières (L.R.Q., c. I-11.1)

Loi sur la liquidation des compagnies (L.R.Q., c. L-4)

Loi sur la mainmorte (L.R.Q., c. M-1)

Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations (L.R.Q., c. P-16)

Loi concernant les renseignements sur les compagnies (L.R.Q., c. R-22)

Loi sur les Sociétés d'entraide économique (L.R.Q., c. S-25.1)

Loi sur les sociétés d'exploration minière (L.R.Q., c. S-26)

Loi sur les sociétés de prêts et de placements (L.R.Q., c. S-30)

Loi sur les sociétés préventives de cruauté envers les animaux (L.R.Q., c. S-32)

Loi sur les syndicats professionnels (L.R.Q., c. S-40)

Loi concernant la Confédération des Caisses populaires et d'économie Desjardins (L.Q., 1971, c. 80)

Loi concernant certains placements des compagnies d'assurances (L.Q., 1973, c. 68) (Loi non refondue)

Dans le cadre de ses fonctions, l'Inspecteur général des institutions financières doit tenir compte des dispositions des lois suivantes dont l'application relève du ministre des Finances:

Loi sur l'acquisition d'actions de certaines sociétés de prêts hypothécaires (L.R.Q., c. A-3.1)

Loi sur les caisses d'établissement (L.R.Q., c. C-5)

Loi sur la constitution de certaines églises (L.R.Q., c. C-63)

Loi concernant certains placements des compagnies d'assurances (L.Q., 1974, c. 69) (Loi non refondue)

Dans le cadre de ses fonctions, l'Inspecteur général des institutions financières a également certains pouvoirs en matière de données statistiques et de tarification en vertu de la Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., c. A-25)

## État annuel des permis accordés aux compagnies étrangères au cours de l'année financière 1985-1986

L'Inspecteur général des institutions financières doit inclure dans son rapport annuel un état des permis accordés aux compagnies étrangères qui font affaires au Québec, en vertu de l'article 13 de la Loi sur les compagnies étrangères (L.R.Q. c. C-46).

Les corporations étrangères, sujettes à l'obtention d'un permis pour faire affaires au Québec et qui paraissent au rapport, comprennent «les corporations commerciales et les compagnies à fonds social non constituées par ou en vertu d'une loi de la Législature de cette province et du Parlement du Canada», (art. 2). Toutefois, les compagnies de la province de l'Ontario ne sont pas assujetties à l'obligation de se munir d'un permis de faire affaires, puisque cette province se prévaut des dispositions de réciprocité prévues au paragraphe 4 de l'article 2 de la même loi, et par l'arrêté en conseil approuvé le 15 février 1930.

Si ces exemptions existent quant à l'obligation d'obtenir un permis de faire affaires pour les compagnies fédérales et ontariennes, ces dernières ne demeurent pas moins assujetties à la Loi concernant les renseignements sur les compagnies (L.R.Q. c. R-22), tout comme les autres compagnies faisant affaires au Québec. Le permis émis aux compagnies étrangères possède un caractère permanent et n'a donc pas à faire l'objet d'un renouvellement annuel. Cependant, ce permis peut être retiré «si la corporation étrangère omet d'observer les restrictions et conditions de ce permis, ou les règlements concernant la nomination et le maintien d'un représentant dans cette province ou de s'y conformer», (art. 9).

| Nom et numéro de dossier | Adresse | Date | Honoraires | Fonds social autorisé |
|---|---|---|---|---|
| AGENCE DES LIGNES AÉRIENNES P.N.S. LTÉE 2376-6017 | Delaware | 1985 06 04 | 200,00 $ | |
| AGENT DE RÉACTION CEDA LTÉE 2457-3818 | Alberta | 1986 02 26 | 275,00 $ | 100 000,00 $ |
| ANAYA INTERNATIONALE INC. 2449-8586 | République de Panama | 1986 03 21 | 200,00 $ | |
| LES ASSOCIÉS R.G. FOSTER INC. 2454-4801 | Louisiane | 1986 01 28 | 275,00 $ | 100 000,00 $ |
| LES AUBERGES WANDLYN LTÉE 2460-4837 | Nouveau-Brunswick | 1986 02 27 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| BELKIN INC. 2445-6394 | Colombie-Britannique | 1985 11 22 | 1 935,00 $ | 5 800 000,00 $ |
| BÉTON BRUNSWICK LTÉE 2392-3170 | Nouveau-Brunswick | 1985 07 30 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| BOUTIQUE RICKI'S CANADA LTÉE 2403-2104 | Manitoba | 1985 09 04 | 225,00 $ | 60 000,00 $ |
| BROWN & ROOT LTÉE 1241-4371*FR | Alberta | 1985 11 01 | | |
| BRUNCOR INC. 2451-0893 | Nouveau-Brunswick | 1986 02 03 | 200,00 $ | |
| CALKINS & BURKE LTÉE 2383-2462 | Colombie-Britannique | 1985 05 29 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| CAL-VAN LTÉE 1849-1811* | Colombie-Britannique | 1986 03 05 | 100,00 $ | |
| CAL CIRCUIT ABCO, INC. 2348-7184 | Californie | 1985 07 19 | 200,00 $ | 25 000,00 $ |
| CARTE SANTÉ DE LA FLORIDE INC. 2444-7757 | Floride | 1986 02 19 | 200,00 $ | 10 000,00 $ |

| Nom et numéro de dossier | Adresse | Date | Honoraires | Fonds social autorisé |
|---|---|---|---|---|
| LES CASSE-CROÛTE CONEY ISLAND INC. 2403-2146 | Alberta | 1985 09 25 | 200,00 $ | 20 000,00 $ |
| CEDA INTERNATIONAL LTÉE 1634-2396* | Alberta | 1986 02 12 | 65,00 $ | |
| CENTRE DE FOURNITURES MÉDICALES PACKARD LTÉE 2443-1975 | Alberta | 1985 10 21 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| CERESCORP INC. 1244-5011 | Nouvelle-Écosse | 1986 01 13 | 200,00 $ | 250,00 $ |
| CHARMANT, S.A. 1695-6179 | République de Panama | 1986 01 30 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| LE CHOCOLAT BELGE DANIEL LTÉE 2451-0919 | Colombie-Britannique | 1985 12 17 | 275,00 $ | 100 000,00 $ |
| CLASS D'AMÉRIQUE INC. 2449-5822 | Delaware | 1986 02 03 | 200,00 $ | 10 000,00 $ |
| CL-CERES INC. 1204-3816 | Nouvelle-Écosse | 1985 11 22 | 200,00 $ | 31 625,00 $ |
| COMMUNICATION WESTERN LTÉE 2356-1624 | Colombie-Britannique | 1985 05 24 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| LA COMPAGNIE CHIMIQUE ET PÉTROLIÈRE FINA INC. 1883-8870 | Delaware | 1985 12 02 | 200,00 $ | 30 000,00 $ |
| LA COMPAGNIE KUMAGAI GUMI LTÉE 2451-2303 | Japon | 1986 01 22 | 200,00 $ | 100,00 $ |
| COMPUTERLAND CORPORATION 1478-8459* | Californie | 1985 10 02 | 65,00 $ | |
| LES CONSTRUCTEURS INDUSTRIELS PCL LTÉE 2397-1344 | Alberta | 1985 09 24 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| CONTRUCTION BELCHER LTÉE 1983-9042 | Canada | 1986 02 18 | 250,00 $ | 80 000,00 $ |
| LES CONSULTANTS ROBERTO AGUILERA LTÉE 2399-3652 | Alberta | 1985 09 05 | 275,00 $ | 100 000,00 $ |
| CORPORATION DE JOINTS D'ÉTANCHÉITÉ MCCORD 1625-8048* | Michigan | 1985 05 28 | 65,00 $ | |
| LA CORPORATION DE PLACEMENTS DENCOL LTÉE 2380-9221 | Alberta | 1985 06 12 | 200,00 $ | |
| CORPORATION ILF DE CALIFORNIE 2379-9828 | Californie | 1985 04 26 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| CORPORATION AMÉRICAINE FININVEST 2453-1774 | Floride | 1985 12 23 | 835,00 $ | 1 500 000,00 $ |
| CORPORATION ATLANTIC RICHFIELD DU DELAWARE 2385-1496 | Delaware | 1985 07 04 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| CORPORATION D'ÉNERGIE TORHSEN 2197-1916 | Colombie-Britannique | 1985 10 17 | 1 235,00 $ | 3 000 000,00 $ |
| CORPORATION D'EXPORTATION AGRI-PRODUCE 2449-2084 | Californie | 1986 01 10 | 200,00 $ | 500,00 $ |

| Nom et numéro de dossier | Adresse | Date | Honoraires | Fonds social autorisé |
|---|---|---|---|---|
| CORPORATION D'EXPORTATION DE PRODUITS AGRICOLES AVALON 2448-0519 | Floride | 1986 02 12 | 200,00 $ | 500,00 $ |
| CORPORATION EURO-MODE 2453-0479 | Alberta | 1986 01 28 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| CORPORATION RÉSEAUX DE COLLECTE CONSOLIDÉS 2453-0636 | Alberta | 1986 02 12 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| CORPORATION TRANSPORT MARITIME-ONTARIO 1345-8914 | Nouvelle-Écosse | 1985 07 04 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| LES DÉVELOPPEMENTS KENNEDY INC. 2378-4820 | Nouveau-Brunswick | 1985 04 09 | 200,00 $ | 34 250,00 $ |
| DISTRIBUTIONS MARCO POLO INC. 2405-5758 | Colombie-Britannique | 1985 09 27 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| DIVERTISSEMENTS MGM/UA DU CANADA INC. 2403-7624 | Delaware | 1985 11 20 | 200,00 $ | 1 000,00 $ |
| LES ENTREPRISES MARGE LTÉE 2397-6376 | Colombie-Britannique | 1985 10 08 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| LES ENTREPRISES NORAN LTÉE 1909-7112 | Colombie-Britannique | 1985 05 30 | 200,00 $ | 10 000,00 $ |
| LES ENVELOPPES WILLIAMHOUSE LTÉE 1376-9211 | Alberta | 1986 02 03 | 535,00 $ | 500 000,00 $ |
| E.H. PRICE LTÉE 2354-2517 | Manitoba | 1985 06 13 | 200,00 $ | 5 000,00 $ |
| FIBRETEC LTÉE 2442-9466 | Nouvelle-Écosse | 1985 10 21 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| GARDE-PORTE PRODUITS DE SÉCURITÉ INTERNATIONAL LTÉE 2451-0927 | Colombie-Britannique | 1986 01 06 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| GATX SERVICE DE CRÉDIT-BAIL COMMERCIAL INC. 1356-7722* | Delaware | 1985 04 01 | 65,00 $ | |
| LE GROUPE MCELHANNEY LTÉE 2379-7632 | Colombie-Britannique | 1985 04 23 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| LE GROUPE TOROLLA CORPORATION 2449-8560 | République de Panama | 1986 02 03 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| G.L. DUNPHY & FILS INC. 2402-2402 | Maine | 1985 11 04 | 275,00 $ | 100 000,00 $ |
| ICG GAZ LIQUIDE LTÉE 2399-6291 | Manitoba | 1986 02 07 | 3 735,00 $ | 13 000 000,00 $ |
| LES IMMEUBLES NEWPRO INC. 2392-7718* | Delaware | 1985 09 17 | 100,00 $ | |
| LES INDUSTRIES JIM PATTISON LTÉE 2441-8550 | Colombie-Britannique | 1986 02 04 | 2 610,00 $ | 8 500 000,00 $ |
| INDUSTRIES EDMUNSTON LTÉE 2378-7351 | Nouveau-Brunswick | 1985 04 24 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| INDUSTRIES LETTS INC. 2216-5104 | Michigan | 1985 08 01 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |

| Nom et numéro de dossier | Adresse | Date | Honoraires | Fonds social autorisé |
|---|---|---|---|---|
| INSTRUMENTS WESTECH LTÉE<br>1643-1769*FR | Alberta | 1985 06 06 | | |
| LES INVESTISSEMENTS SAYL LTÉE<br>2260-7535 | Commonwealth des Bahamas | 1985 07 29 | 695,80 $ | 1 035 100,00 $ |
| LIGNES LAFRENTZ LTÉE<br>2346-3193 | Alberta | 1985 10 31 | 200,00 $ | |
| MONTPELLIER, S.A.<br>1702-2674 | République de Panama | 1986 01 30 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| NATCAN INTERNATIONAL-SOCIÉTÉ POUR LE FINANCEMENT DU COMMERCE EXTÉRIEUR LTÉE<br>2441-8634 | Hong Kong | 1985 10 07 | 275,00 $ | 100 000,00 $ |
| NAVIGATION MIDWEST INC.<br>2133-3570 | Nouvelle-Écosse | 1985 11 20 | 200,00 $ | 100,00 $ |
| NEKITOMO, INC.<br>2392-7718 | Delaware | 1985 07 16 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| NORTON, LILLY ET CIE. (CANADA) LTÉE<br>2129-2735* | Colombie-Britannique | 1985 11 22 | 100,00 $ | |
| NYGARD INTERNATIONAL LTÉE<br>2384-0929 | Manitoba | 1985 05 31 | 685,00 $ | 1 000 000,00 $ |
| PAPIERS RECYCLABLES BELKIN INC.<br>2137-2966* | Colombie-Britannique | 1985 08 12 | 267,50 $ | |
| LES PLACEMENTS RICHELIEU INC.<br>1987-8297 | Hollande | 1986 01 14 | 405,00 $ | 300 000,00 $ |
| PLAZA PONTIAC BUICK GMC LTÉE<br>2452-2138 | Nouveau-Brunswick | 1986 03 06 | 200,00 $ | 30 000,00 $ |
| PNEUS TOYO CANADA INC.<br>2456-5442 | Colombie-Britannique | 1986 03 05 | 200,00 $ | 10 000,00 $ |
| LES POURVOYEURS DE CHANTIERS MACCORMAC LTÉE<br>2384-0739 | Colombie-Britannique | 1985 05 31 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| LES PRODUITS ELSAFE LIMITÉE<br>2445-3417 | Colombie-Britannique | 1985 11 20 | 1 735,00 $ | 5 000 000,00 $ |
| QUADREX FLIC COMPUTER SYSTÈMES, INC.<br>2211-0498* | Californie | 1985 04 30 | 100,00 $ | |
| RESSOURCES COUS CREEK LTÉE<br>2444-7773 | Colombie-Britannique | 1985 11 11 | 535,00 $ | 500 000,00 $ |
| LES RESSOURCES AYREX LTÉE<br>2457-3792 | Alberta | 1986 02 06 | 405,00 $ | 300 000,00 $ |
| RESSOURCES BEAUFIELD INC.<br>2249-2043 | Colombie-Britannique | 1985 12 11 | 340,00 $ | 200 000,00 $ |
| RESSOURCES CACHE D'OR INC.<br>2403-9901 | Colombie-Britannique | 1985 09 27 | 985,00 $ | 2 000 000,00 $ |
| LES RESSOURCES GREEN RIVER LTÉE<br>2397-6426 | Colombie-Britannique | 1985 10 07 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| LES RESSOURCES JUNE INC.<br>2397-6392 | Colombie-Britannique | 1985 10 07 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| LES RESSOURCES MARLAT LTÉE<br>2397-6418 | Colombie-Britannique | 1985 10 07 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |

| Nom et numéro de dossier | Adresse | Date | Honoraires | Fonds social autorisé |
|---|---|---|---|---|
| LES RESSOURCES PROPHÈTE LTÉE 2397-6343 | Colombie-Britannique | 1985 10 07 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| RESSOURCES RAMCOR INC. 2445-7921 | Colombie-Britannique | 1985 11 22 | 535,00 $ | 500 000,00 $ |
| RESSOURCES SHOLIA INC. 2443-1298 | Colombie-Britannique | 1985 11 11 | 535,00 $ | 500 000,00 $ |
| RESSOURCES STANMAR LTÉE 2403-2625 | Colombie-Britannique | 1985 09 12 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| RESSOURCES TANDEM LTÉE 2401-4359 | Colombie-Britannique | 1985 09 18 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| RUSSWOO CANADA LTÉE 2399-3579 | Manitoba | 1985 09 04 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| SEALY CANADA LTÉE 1486-6164 | Alberta | 1985 05 14 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| SERVICES AUX RESSOURCES CHALLANGER LTÉE 2396-4950 | Alberta | 1985 09 16 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| LES SERVICES SCIENTIFIQUES WESTERN LTÉE 2380-0295 | Colombie-Britannique | 1985 06 18 | 200,00 $ | 1 000,00 $ |
| SERVICE DE MESSAGER ZIPPER LTÉE 2402-3855 | Manitoba | 1985 09 23 | 200,00 $ | 1 000,00 $ |
| SERVICE D'EXTERMINATION LEGAULT LTÉE 2452-0371 | Île-du-Prince-Édouard | 1986 02 26 | 200,00 $ | 2 500,00 $ |
| LA SOCIÉTÉ DE BUREAUTIQUE KEYWORD LTÉE 2366-2448 | Alberta | 1985 04 22 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| LA SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION FERROVIAIRE DU PACIFIQUE-NORD INC. 2452-4662 | Colombie-Britannique | 1985 10 29 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| LA SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION TRAYLOR BROS., INC. 2376-5480 | Indiana | 1985 04 23 | 200,00 $ | 200,00 $ |
| SOCIÉTÉ DE MATÉRIEL INFORMATIQUE TÉLEX INTERNATIONALE LTÉE 1472-4033* | Delaware | 1985 06 05 | 65,00 $ | |
| SOCIÉTÉ SELAS DE L'AMÉRIQUE LTÉE 1283-8025*FR | Pennsylvanie | 1985 06 03 | | |
| LA SOCIÉTÉ D'ENTREPOSAGE ET D'EXPÉDITION BRIDGETOWN LTÉE 2373-3611 | Nouvelle-Écosse | 1985 05 01 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE NORTH CENTRAL DYNAMICS INC. 2386-4614 | Delaware | 1985 08 27 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE CONCEPTS FINANCIERS, LTÉE 2355-0221 | Nevada | 1985 04 17 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| ST-ISIDORE MAÇONNERIE CONSTRUCTION LTÉE 2400-9862 | Nouveau-Brunswick | 1985 09 16 | 200,00 $ | 500,00 $ |

| Nom et numéro de dossier | Adresse | Date | Honoraires | Fonds social autorisé |
|---|---|---|---|---|
| SYSTÈMES DE FORMATION FORUM DU CANADA LTÉE<br>2349-9379 | Colombie-Britannique | 1985 07 31 | 200,00 $ | |
| LES SYSTÈMES PAR MICA (CANADA) LTÉE<br>2403-2120 | Manitoba | 1985 10 21 | 200,00 $ | 1,00 $ |
| SYSTÈMES DATATECH LTÉE<br>1538-0470 | Colombie-Britannique | 1985 10 02 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| SYSTÈMES D'ÉNERGIE C & D CANADA, INC.<br>2455-4867 | Delaware | 1986 01 24 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| SYSTÈME DE TRANSPORT TRIMAC (EST), INC.<br>2399-3470 | Delaware | 1985 08 23 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| TELEMANET INC.<br>2464-4940 | New York | 1986 03 11 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| TRANSPORT M & M (FERMONT) LTÉE<br>2380-0980 | Terre-Neuve | 1985 06 04 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| TRANSPORT PATRIOT INC.<br>2401-4318 | Delaware | 1985 12 16 | 200,00 $ | 10 000,00 $ |
| TRANSPORT SUNBURY (EN VRAC) LIMITÉE<br>2458-7834 | Nouveau-Brunswick | 1986 03 12 | 200,00 $ | 600,00 $ |
| VOYAGES GLOBETOUR LTÉE<br>2378-3525 | Manitoba | 1985 06 10 | 200,00 $ | 10 000,00 $ |
| WARTSILA-APPLETON, INC.<br>2379-3680 | Wisconsin | 1985 08 06 | 200,00 $ | 40 000,00 $ |
| WICOR DU CANADA INC.<br>2374-4964 | Manitoba | 1985 06 10 | 535,00 $ | 500 000,00 $ |

* Nouveaux permis émis en vertu de l'article 7 par suite du changement de son nom.

* FR Nouveaux permis pour francisation.